

Trois dirigeants d'organisations syndicales affiliées à la CES et à la CSI répondent à nos questions

L'Europe est le continent le plus touché par les effets de la crise. Depuis l'automne 2008, des millions d'emplois y ont été détruits et plusieurs pays de l'UE seront frappés par la récession une deuxième année consécutive en 2010, après une tragique année 2009.

Alors que les signes de la crise semblent encore loin de fléchir, les dirigeants européens, tant au niveau de la plupart des états membres qu'au plan de l'Union elle-même, ont fait le choix de politiques de rigueur et de récession, soucieux d'obtenir une bonne note des agences de notation et de donner des gages aux marchés financiers.

- Où résident la justice et la solidarité lorsque au lieu de « *sanctionner les fauteurs de crise et de réhabiliter l'état social* » (cf. entretien avec Bogdan Hossu ci-dessous), on voit de nombreux gouvernements européens, incités par la Commission et le FMI, repousser l'âge légal de départ en retraite, augmenter les taxes à la consommation, baisser les salaires des fonctionnaires, programmer de drastiques réductions d'emplois dans les services publics, voire leur démantèlement ?
- Comment accepter que la crise signe l'effacement de la solidarité que devrait incarner l'Europe au profit du jeu politique des états membres et de l'intervention d'une institution financière multilatérale extérieure à l'Union Européenne, le FMI, en Grèce, en Roumanie ou en Hongrie ?
- Comment tolérer que cette crise enrichisse les spéculateurs, ceux-là mêmes qui portent une responsabilité colossale dans son déclenchement ?
- Comment ne pas se questionner sur le rôle d'agences de notation qui, sans contrôle démocratique, défont les politiques publiques et les solidarités et imposent les politiques de rigueur et d'austérité ?

Le risque est grand de voir se développer encore davantage la surenchère anti-dépenses publiques, pour appuyer les mesures d'austérité s'attaquant aux retraites, aux garanties et à la protection sociales, aux services publics, ... Ces mesures constituent pour de nombreux gouvernements, hier en Irlande, aujourd'hui en Grèce, demain au Portugal, en Espagne ou en France, les gages qu'ils souhaitent donner aux marchés financiers.

Face à ces logiques, il est urgent de construire une véritable solidarité européenne, au service des peuples, non subordonnée aux intérêts financiers et seule garante d'un réel progrès social à l'échelle du continent.

Pour faire le point sur les mobilisations en cours en Europe, nous avons profité du 2^{ème} congrès mondial de la CSI à Vancouver pour interroger trois dirigeants syndicaux issus de pays durement frappés par la récession et l'austérité, sur les effets de la crise dans leurs pays respectifs, les stratégies syndicales qui y sont déployées et leurs attentes vis-à-vis de la CSI et de la CES.

Leurs réponses sont riches d'enseignements, tant dans le cadre de la préparation de la mobilisation européenne du 29 septembre prochain que dans la perspective du congrès de la CES en juin 2011 à Athènes.

Les interviewés :

- Yannis Panagopoulos est secrétaire général de la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE). La GSEE, fondée en 1918, compte 450000 adhérents et est affiliée à la CES et à la CSI. Elle est la seule confédération syndicale du pays, aux côtés de la Fédération des Syndicats de la Fonction Publique (ADEDY).



- Bogdan Hossu est président de Cartel Alfa. Première confédération syndicale de Roumanie, Cartel Alfa domine un paysage syndical qui ressemble fortement à celui que nous connaissons en France, avec 6 organisations syndicales. Cartel Alfa, fondée en 1990 est représentée dans toutes les branches professionnelles et toutes les régions de Roumanie, compte plus d'un million de membres et est affiliée à la CES et à la CSI.



- Javier Doz est secrétaire international des Commissions Ouvrières - CCOO d'Espagne. Devenues au tournant des années 2000 première confédération syndicale d'Espagne, les CCOO comptent 1200000 membres et sont affiliées à la CES et à la CSI.



Trois questions à Yannis Panagopoulos, secrétaire général de la Confédération Générale du Travail de Grèce (GSEE)

Nos remerciements vont à Zoe Lanara-Tzotze, responsable du département international de la GSEE pour l'interprétation réalisée au cours de l'entretien.

Cet entretien a été réalisé au cours du congrès de la CSI à Vancouver, le 25 juin 2010.

Q - Peux-tu nous décrire les effets de la crise en Grèce ?

Y. Panagopoulos - La Grèce est rapidement apparue comme le maillon faible d'une Europe frappée de plein fouet par la crise. La crise a produit des effets d'autant plus dévastateurs dans notre pays qu'elle avançait sur un terrain fertile : les problèmes internes étaient importants dès avant l'automne 2008 avec un nombre préoccupant d'entreprises au bord de la banqueroute et au niveau de l'Etat, des dérives qui soulignaient des erreurs majeures de gouvernance.

C'est en raison de ces faiblesses déjà anciennes que la Grèce a été choisie pour fournir un exemple et constituer le point de départ de la démolition de l'état social en Europe. L'objectif est d'effrayer la classe ouvrière européenne en lui signifiant qu'il n'y a pas d'autre solution que de lui faire payer la crise. L'Union Européenne a utilisé le cas Grec pour introduire le Cheval de Troie du FMI en Europe. Car les dirigeants de l'Union Européenne sont faibles face au marché, ils ne sont pas à la hauteur des circonstances et ne veulent pas d'une politique de relance, d'une politique européenne de l'emploi, d'une politique industrielle européenne, seule susceptible de ramener une croissance durable.

Le collapse économique s'est ainsi doublé d'une série de mesures anti-sociales imposées par la Banque Centrale Européenne, le FMI et l'Union Européenne elle-même, sans précédent dans leur portée et leur durée et dont le seul effet sera d'aggraver la crise. Parmi ces mesures, il faut rappeler :

- La baisse de 25 % des salaires dans le secteur public ;
- La baisse des pensions des fonctionnaires ;
- L'augmentation des taxes indirectes (TVA, ...) ;
- La démolition totale du système de retraite et de la sécurité sociale (la loi dite anti-sociale ayant été adoptée par le parlement le 25 juin dernier) ;
- Un paquet de mesures accompagnant des restrictions sur l'application des conventions collectives nationales, sur les relations du travail et la conduite des négociations collectives, sur le salaire minimum, sur l'encadrement du travail des jeunes (avec une aggravation de leur précarité).

Q - Comment réagit le mouvement syndical grec face à cette situation ?

Y. Panagopoulos - Le climat social est extrêmement fébrile et fragile en Grèce. Les gens sont glacés par le sentiment d'insécurité sociale et les mobilisations sont par conséquent très difficiles à organiser.

Nous avons choisi une réponse syndicale d'action face à la crise et face aux mesures anti-sociales du gouvernement inspirées par ses bailleurs-« sauveteurs », l'UE et le FMI. Notre instrument d'action, c'est la grève générale. L'indignation populaire doit être relayée par le mouvement syndical, au plan national comme au plan européen et international.

Nous disposons en Grèce d'une tradition militante très importante : nous avons organisé 4 grèves générales depuis le début de l'année et nous comptons démontrer notre opposition au processus en cours dans la rue, par les manifestations. La dernière action collective a eu lieu le 29 juin dernier avec une grève générale qui portait sur les atteintes au contrat collectif national en matière de salaires et de conditions de travail.

Malheureusement, il faut aussi dire que les mesures anti-sociales, la contre-réforme, nous ont aussi affaibli face aux employeurs qui en profitent pour exiger encore plus d'austérité

et de rigueur. Ils sont actuellement en passe d'obtenir que le gouvernement mette en place un sous-contrat de travail pour les jeunes, une sorte de CPE à la Grecque.

Q - Qu'attends-tu de la CSI et de la CES dans un tel contexte ?

Y. Panagopoulos - Il faut que nos organisations européenne et internationale de rattachement comprennent bien la mesure du problème : la GSEE a récemment été reçue par Barroso et la Commission. Son discours ne laisse pas de place au doute : son projet d'austérité et de rigueur concerne toute l'Europe. La question n'est pas de savoir où va la Grèce, mais où va l'Europe ? Notre existence est en jeu au niveau national, mais aussi au niveau européen.

Il faut que nous soyons bien conscients du jeu de la patate chaude auquel s'adonnent les dirigeants du monde : on a d'un côté Strauss-Kahn qui critique les mesures d'austérité mises en œuvre en Europe, d'un autre Barroso qui pointe l'incitation du FMI à conduire la rigueur. Ils sont en fait bien d'accord pour faire payer le coût de la crise aux travailleurs. Nous devons bien comprendre dans chacun de nos pays comme à la CES, quels sont l'impact et l'enjeu des politiques européennes d'ajustement structurel actuellement à l'œuvre.

Sur un autre plan, je tiens à souligner combien nous avons apprécié et combien nous apprécions le soutien des organisations syndicales d'Europe et du monde. Il nous a d'autant plus réconforté que l'on observe en Europe une tendance au repli sur soi qui rentre en collision avec l'impérieuse nécessité de construire une solidarité syndicale européenne concrète.

Du côté de la CSI, au plan mondial, nous pensons que les mobilisations sont plus difficiles à construire : certains pays sont en situation de croissance et non de crise. Il y a une forme de redistributions des cartes qui s'opère au plan mondial. Nous pensons cependant que là encore, il y a des espaces pour agir. Nous envisageons par exemple d'en appeler à la convention N°98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective afin de mettre un coût d'arrêt aux mesures actuelles du gouvernement grec visant à réformer le marché du travail en s'attaquant aux droits des salariés.

Bien sûr, nous soutenons pleinement la logique des journées d'actions européenne et mondiale telles que celles qui auront lieu le 29 septembre à l'initiative de la CES et le 7 octobre à l'initiative de la CSI. Pour s'assurer de leur succès, nous devons cependant surmonter une difficulté : tous les pays ne souffrent pas de la crise avec les mêmes effets et n'ont pas la même culture de mobilisation, même au sein de la seule Europe. Nos leaders européens et internationaux ont un rôle majeur à jouer dans l'activation simultanée des forces du mouvement syndical au plan global.

Trois questions à Bogdan Hossu, Président de Cartel ALFA (Roumanie)

Cet entretien a été réalisé au cours du congrès de la CSI à Vancouver, le 25 juin 2010.

Q - Peux-tu nous décrire les effets de la crise en Roumanie ?

B. Hossu - Quelques chiffres permettent de saisir l'ampleur de la crise qui frappe aujourd'hui la Roumanie :

- L'augmentation du chômage a été dramatique au cours de l'année 2009 : officiellement, plus de 450 000 emplois ont été détruits. Mais compte tenu des ajustements intervenus également sur l'économie informelle, le nombre réel des destructions doit être beaucoup plus élevé ;
- La fuite des capitaux s'est par ailleurs accentuée. Les riches, qui sont à l'origine de la crise, poursuivent leurs pratiques de recherche de paradis fiscaux. En 2009, 7 milliards d'Euros ont ainsi quitté la Roumanie, dont 4 milliards en mars et avril 2009. Ce chiffre est à mettre en relations avec les 13 milliards d'Euros de prêts reçus du FMI au début de l'année 2009 ;
- Quant à la croissance, encore forte en 2008 (+7%), elle a laissé la place à une récession tout aussi impressionnante (-7,2%) en 2009, et qui devrait se poursuivre en 2010 (-0,5%).

La crise en Roumanie est d'autant plus forte que 80 % des exportations du pays se font vers une Union Européenne elle-même durement touchée.

Face à cela, la réaction du gouvernement s'est limitée à des « mesurées » :

- Un recours au chômage technique facilité et rendu moins cher pour les entreprises avec prise en charge par l'Etat des cotisations sociales ;
- Une mesure de relance inspirée de l'exemple français avec une prime de 900 € sur l'achat d'une nouvelle automobile.

Le plan gouvernemental commence et s'arrête à ces deux mesures alors que pour nous, tout plan de lutte contre la crise digne de ce nom passe par :

- La lutte contre l'évasion fiscale qui avoisine 14% du PIB ;
- La lutte contre le travail informel ou quasi informel qui maintient des centaines de milliers de travailleurs roumains dans une grande précarité. Lui aussi atteint 14 % du PIB en 200 ;
- L'utilisation des Fonds structurels européens et notamment du Fonds social européen, considérablement ralenti par la corruption et les blocages de l'Union Européenne. Le FSE est aujourd'hui orienté vers la satisfaction de groupes d'intérêts et pose malheureusement d'importants problèmes dans ses conditions d'utilisation alors qu'il pourrait constituer une réponse à la crise.

Q - Comment réagit le mouvement syndical roumain face à cette situation ?

B. Hossu - La réaction syndicale à la crise s'est organisée dès les premiers mois de récession de façon unitaire entre les différentes confédérations qui composent le paysage syndical roumain. Nous avons demandé et obtenu une concertation tripartite qui a débouché sur l'élaboration d'une liste de 400 mesures à prendre face la crise. Sur ce total, le gouvernement n'en a retenu que 27 dans un premier temps pour n'en mettre en œuvre que deux, ce qui est une insulte à la négociation collective.

Toutes les demandes visant à réduire la corruption sont restées lettre morte. Bien au contraire, le gouvernement s'est engagé dans une politique d'austérité d'une rare violence et qui vous ferait sourire si je vous disais le niveau des salaires, des pensions et des prestations sociales qui sont visées. Je ne résiste pas à la tentation de vous rappeler que le salaire moyen en Roumanie est de 400 € par mois. Malgré tout cela, le gouvernement a annoncé son intention de :

- Réduire de 25 % les salaires dans la fonction publique (surtout éducation, santé et police) ;
- Supprimer 140000 postes de fonctionnaires ;
- Réduire de 15 % le niveau des pensions ;
- Augmenter la TVA et d'autres taxes indirectes.

Ce même gouvernement a promis au FMI de fluidifier le marché du travail en simplifiant les procédures de licenciement et en introduisant une flexibilité du contrat collectif (la convention collective de rattachement sera laissée au libre choix de l'employeur) et une flexibilité des salaires.

Nous avons du répondre à ces attaques du gouvernement par la mobilisation populaire. Ainsi la manifestation intersyndicale du 19 mai, qui faisait suite à plusieurs autres dans les mois précédents, fut l'une des plus importantes en Europe de l'Est depuis la chute des régimes communistes. Nous avons également soutenu la procédure parlementaire d'impeachment contre le gouvernement, le 15 juin dernier. Elle n'a malheureusement pas abouti.

Nos espoirs reposent aujourd'hui, en plus de la mobilisation, sur notre recours devant la cour constitutionnelle afin qu'elle annule le plan de mesures envisagées, notamment celle concernant la baisse des pensions, et sur les conventions de l'OIT, dont certaines se trouvent bafouées par ces réformes anti-sociales. L'une de nos priorités est d'ailleurs aujourd'hui de soutenir l'OIT, de nous servir des normes qu'elle établit, afin de contrebalancer le pouvoir des autres organisations multilatérales et de contrecarrer les projets de contre-réforme de notre gouvernement.

Q - Qu'attends-tu de la CSI et de la CES dans un tel contexte ?

B. Hossu - Le rôle de la CES et de la CSI est d'obliger à l'action les institutions, pas de rester passives face à elles. Dans un tel contexte, notre attente n'est pas principalement de lutter pour l'égalité des chances, qui restera un mot creux si nous n'agissons pas concrètement face à la crise et aux plans d'ajustement conduits par les gouvernements européens sous la pression du monde de la Finance et du FMI.

Notre responsabilité commune, pour nous en tant qu'organisations syndicales nationales aussi bien qu'en tant qu'affiliées à la CES et à la CSI est :

- De stopper la folie de la rigueur. La recherche des équilibres budgétaires bloque la reprise économique et le retour à la croissance. Les privatisations des services publics de santé, d'éducation, voire de sécurité, les mesures conduisant à la réduction du pouvoir d'achat, aggraveront la crise, appauvriront les plus fragiles et anéantiront l'idée de l'égalité des chances entre les pauvres et les riches
- De réhabiliter l'Etat social et son intervention planificatrice dans l'économie et protectrice pour la population. Ceci passe par la défense de politiques fondées sur l'égalité, la justice et le bien-être.

L'enjeu, le défi même pour la CES comme pour la CSI, est d'obtenir des avancées réelles, perceptibles et visibles pour les adhérents des organisations affiliées. La crise nous a appris au moins une chose en Roumanie : la classe politique a peur de ses administrés. Elle ne répond qu'à la pression de la rue. C'est là un enseignement essentiel pour faire passer nos deux messages : pénaliser les fauteurs de crise et réhabiliter l'Etat social.

Trois questions à Javier Doz, secrétaire international des Commissions Ouvrières (CCOO - Espagne)

Cet entretien a été réalisé au cours du congrès de la CSI à Vancouver, le 25 juin 2010.

Q - Peux-tu nous décrire les effets de la crise en Espagne ?

J. Doz - L'Espagne est, derrière la Grèce sans doute, le pays qui subit le plus actuellement la propagande conduite par les partisans de la rigueur et de l'austérité en Europe. Le mouvement syndical espagnol est consterné par cette arrogance qui voudrait faire payer aux victimes de la crise les coûts qu'elle génère ou a généré. Ceci est d'autant plus inacceptable que les travailleurs acquittent déjà lourdement les factures des étapes précédentes de cette crise. Ils ont payés en tant que contribuables les plans de soutien au système bancaire. Ils subissent depuis le début de l'année 2009 un chômage de masse et une précarisation accélérée de leur situation. Rappelons quelques chiffres pour éclairer cette situation dramatique :

- Le chômage a atteint le niveau record de 20 % avec plus de 2,3 millions d'emplois détruits depuis le début de la crise ;
- L'économie informelle atteint aujourd'hui 22 à 24 % du PIB ; elle fragilise celles et ceux qu'elle emploie, pour de bas salaires, sans protections, sans garanties, sans droits ;
- Le déficit est agité comme un chiffon rouge pour justifier les coupes sombres dans les budgets publics : certes, il culmine à 11 % du PIB en 2009 (alors que 2008 avait enregistré un excédent budgétaire de 1,5 %) ; mais il faut s'attarder un instant sur la composition de la dette espagnole : la dette publique espagnole atteint 56 % du PIB, lorsque la dette privée explose à 225 % du PIB. Ces chiffres illustrent la faillite d'un modèle de société, favorisant l'endettement, des entreprises comme des particuliers, plutôt que les salaires pour soutenir la consommation. C'est aussi l'effondrement de choix économiques faisant la part belle à certains secteurs (construction, services à basse valeur ajoutée) au détriment d'autres (industrie).

Q - Comment réagit le mouvement syndical espagnol face à cette situation ?

J. Doz - Les premiers mois de la crise se déroulaient en bonne concertation avec le gouvernement socialiste espagnol qui nous semblait prendre des décisions justes malgré une situation de l'emploi en nette détérioration.

Mais la situation s'est fortement dégradée avec l'apparition du tsunami prenant prétexte des dettes publiques en Europe, agitant l'épouvantail de la Grèce, pour justifier les politiques d'austérité et faire payer la crise aux travailleurs. A partir du mois d'avril de cette année et consécutivement aux changements intervenus au sein de la Commission Européenne, le gouvernement a adopté un plan d'ajustement budgétaire basé sur :

- Une réduction des traitements des fonctionnaires et des salaires des employés du secteur public devant atteindre 5 % en moyenne en 2010 pour être ensuite gelés en 2011 ;
- Un gel des pensions ;
- Une réduction des investissements publics (à hauteur de 11000 milliards d'€) ;
- Une réduction de nombreuses prestations sociales ;
- Par ailleurs, une réforme des relations du travail vise à faciliter les licenciements et à affaiblir la négociation collective ;
- Enfin, le gouvernement souhaite porter l'âge de départ en retraite à 67 ans et élargir la période de prise en compte pour le calcul du niveau des pensions.

Dans le même temps, comme en France d'ailleurs, il faut souligner qu'aucune mesure ne vient mettre à contributions les revenus des plus riches, ce qui est inacceptable.

En réponse, les confédérations syndicales espagnoles se sont engagées dans plusieurs manifestations de masse, essentiellement à partir du printemps 2010, même si l'année 2009 avait été marquée par plusieurs mobilisations de grande ampleur.

Ainsi, le 8 juin une grève générale des employés de la fonction publique et du secteur public venait marquer le refus des travailleurs face au plan d'ajustement structurel annoncé par le gouvernement. Le 30 juin 2010, des manifestations nationales étaient également organisées en réponse au projet de réforme des relations du travail. Le 9 septembre prochain, une concentration nationale à Madrid sur le même sujet, annoncera une rentrée sociale et un automne particulièrement chauds

Q - Qu'attends-tu de la CSI et de la CES dans un tel contexte ?

J. Doz - Notre attention se concentre sur le niveau européen car la CSI doit construire ses réponses à la crise en prenant en compte l'existence d'une grande pluralité de situations. Beaucoup de pays sont actuellement en situation de croissance ; la crise frappe d'abord les pays développés d'Europe dont les gouvernements, en faisant le choix de la rigueur, prennent l'énorme responsabilité d'aggraver encore davantage la situation. Nous ne pouvons reprocher aux travailleurs des pays du Sud de profiter de la crise du modèle au Nord pour gagner de meilleures conditions de travail et de salaires. La CSI doit faire face à cette contradiction.

Au niveau européen en revanche, il n'y a pas de telles disparités de situation. Si certains pays s'en sortent mieux que d'autres, c'est cependant le continent tout entier qui se retrouve globalement en difficulté, ce qui nécessite des réponses communes et fortes.

Dans ce cadre, nous soutenons pleinement la journée d'action lancée par la CES le 29 septembre. Au plan espagnol, nous transformerons cette initiative en grève générale, à l'appel des CCOO, de l'UGT et des autres organisations syndicales du pays.